



## Rapport 2022-DSAS-41

3 mai 2022

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2021-GC-56 Chantal Pythoud-Gaillard/Erika Schnyder – Mesures à développer pour améliorer l'adaptation de l'habitat des Senior-e-s

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport faisant suite directe au postulat 2021-GC-56 Chantal Pythoud-Gaillard et Erika Schnyder, transmis au Conseil d'Etat le 10 avril 2021, relatif aux mesures à développer pour améliorer l'adaptation de l'habitat des senior-e-s.

#### 1. Introduction

Par postulat déposé et développé le 10 avril 2021, Chantal Pythoud-Gaillard et Erika Schnyder soulèvent la problématique de l'adaptation des logements des personnes âgées dans le canton de Fribourg. Elles demandent au Conseil d'Etat d'étudier toutes les mesures possibles pour améliorer, favoriser l'adaptation de l'habitat des senior-e-s et en soutenir l'accessibilité financière, ainsi que de définir un plan chronologique de mise en œuvre.

Les députées relèvent d'abord que les logements des personnes âgées contiennent des barrières architecturales, qui mettent en danger leur sécurité et leur autonomie. Elles soulignent le fait qu'une année en EMS anticipée coûterait environ Fr. 100 000.– à la collectivité. Selon elles, avec l'évolution démographique, l'enjeu du maintien à domicile est primordial et des aménagements adéquats retarderaient significativement la dégradation de l'état de santé et le degré de dépendance des personnes âgées.

Les députées affirment que faute de demande, le canton a stoppé le subventionnement du projet Qualidomum de Pro Senectute qui avait pour but d'évaluer par une ergothérapeute les aménagements à mettre en place pour adapter le logement en fonction des besoins de la personne.

Elles demandent d'une part que les personnes âgées soient sensibilisées aux risques qu'elles encourent dans leur logement et informées des possibilités pour adapter ce dernier et, d'autre part, de soutenir financièrement les aménagements nécessaires.

Les auteures du postulat demandent également que les propriétaires et les régies soient sensibilisés à l'importance d'aménager les logements de manière à les rendre plus adaptés aux besoins des senior-e-s.

Les députées estiment en outre que des déductions fiscales du même ordre que pour des frais d'entretien ou des mesures d'économie d'énergie devraient être proposées pour l'adaptation des logements et que le canton pourrait verser une aide financière directe pour la rénovation des habitations.

Finalement, elles proposent que des solutions telles que des conventions ou des garanties à négocier soient mises en œuvre dans le cas où les locataires âgés se voient refuser par la gérance immobilière l'accès à un appartement adapté en raison d'une solvabilité estimée insuffisante.

#### 2. Mesures mises en œuvre

Le Conseil d'Etat est conscient que la majorité des logements des personnes de plus de 65 ans ne sont pas adaptés au processus naturel du vieillissement. C'est la raison pour laquelle la politique cantonale en faveur des personnes âgées Senior+ a priorisé les mesures en lien avec l'habitat des personnes âgées dans son plan de mesures 2016–2020, prolongé jusqu'en 2023.

Plusieurs mesures ont déjà été mises en œuvre:

- > Qualidomum: Le service Qualidomum est assuré par des ergothérapeutes spécialement formés aux aspects architecturaux de l'habitat. Son objectif est de permettre aux personnes âgées de recevoir gratuitement des conseils sur l'aménagement de leur logement afin de le rendre plus sûr et plus pratique. Qualidomum propose également une analyse individuelle des logements pour les personnes qui le souhaitent. S'il est juste que le mandat Qualidomum a été retiré à Pro Senectute, cette décision n'était pas basée sur le constat d'un manque d'intérêt de la part des senior-e-s dans notre canton, mais sur d'autres facteurs. Le subventionnement du projet est maintenu et Qualidomum est actuellement proposé sous une autre forme, tout d'abord dans les districts de la Singine et de la Gruyère. Les spécialistes de Qualidomum travaillent en collaboration avec les réseaux médico-sociaux et sont présents dans les locaux de ces derniers une demi-journée par mois afin de proposer des conseils gratuits. Ce service sera graduellement étendu aux autres districts qui le souhaitent.

- > Brochure logement Senior+: Dans le cadre du guide Senior+, une brochure qui porte le titre «*Un logement pour des besoins qui évoluent. Comment adapter ou choisir un logement conforme à mes besoins?*» a été élaborée. Elle a été présentée au public et a fait l'objet d'une conférence de presse le 7 juillet 2021, dont l'écho a été très favorable et a suscité de l'intérêt. Cette brochure a pour but de sensibiliser les personnes âgées et leurs proches, mais également les promoteurs, promotrices et les autres acteurs et actrices du monde immobilier à la nécessité d'adapter et de sécuriser le logement. La brochure donne des conseils pratiques et concrets sur la manière de procéder et aborde également le thème de l'offre d'habitat pour personnes âgées dans le canton de Fribourg. Elle est mise à la disposition notamment des personnes âgées ainsi que des communes, des services de l'Etat et des organismes actifs dans le domaine des senior-e-s pour pouvoir répondre directement aux questions qui leur sont posées. Elle est téléchargeable sur une page Internet spécialement dédiée à l'information pour les senior-e-s: [www.fr.ch/info-seniors](http://www.fr.ch/info-seniors). Elle a également été présentée et distribuée aux acteurs et actrices du monde immobilier à l'occasion du Forum du logement le 1<sup>er</sup> octobre 2021. De plus, une promotion active de ce document va être faite de manière concertée avec l'Union Suisse des professionnels de l'immobilier, section Fribourg (UPSI Fribourg) durant le premier semestre 2022 afin de sensibiliser les régies immobilières à la thématique et aux spécificités du logement des personnes âgées.
- > Forum du logement: Les régies, le monde immobilier et les communes sont sensibilisées à l'importance de créer une offre de logements correspondant aux besoins de la population âgée dans le cadre du Forum du logement, qui est organisé conjointement par trois Directions de l'Etat (Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, Direction de la santé et des affaires sociales) et implique également les hautes écoles, notamment la Haute Ecole d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR). La quatrième édition, qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2021 sous le titre «Le logement et sa transition dans le temps: Faut-il changer de logement ou changer son logement?», a abordé la thématique de l'habitat des personnes âgées, avec le rôle social du logement pour ces dernières, l'aspect logement pour tou-te-s, l'évolution du logement pour des besoins qui changent, mais aussi l'aspect des parcours résidentiels ainsi que des quartiers et logements en évolution.
- > Appartements avec services et conciergerie sociale: Rester dans son cadre de vie habituel nécessite souvent des adaptations du logement. Mais, quand l'autonomie des personnes âgées diminue, ce sont également d'autres soutiens qui doivent être proposés. Ceci peut être le

cas dans des appartements avec services ou par une conciergerie sociale. Une conciergerie sociale remplit les mêmes fonctions qu'une conciergerie classique, à savoir la maintenance générale de l'immeuble, mais y inclut une composante sociale, par exemple par des visites régulières, l'accomplissement de divers services et/ou un soutien à la vie quotidienne. En ce qui concerne le financement et comme cela a été mentionné par le Conseil d'Etat dans son rapport 2013-DSAS-35 relatif au postulat 2092.11 René Thomet/Ursula Krattinger-Jutzet Appartements protégés pour personnes âgées «les personnes vivant dans un logement ordinaire ou dans un appartement adapté respectivement avec services peuvent [...] solliciter les prestations complémentaires à l'assurance vieillesse et à l'assurance invalidité (PC AVS/AI) si elles ne disposent pas des ressources financières leur permettant de financer leurs besoins vitaux.».

En sus de la prestation complémentaire annuelle, les personnes au bénéfice de prestations complémentaires peuvent obtenir le remboursement de certains frais de maladie et d'invalidité reconnus<sup>1</sup>. Certaines prestations remboursées à ce titre peuvent contribuer à favoriser ou faciliter le maintien à domicile. Le remboursement total annuel de ces frais est fixé au maximum à 25 000 francs pour une personne seule et à 50 000 pour un couple et ceci en sus de la prestation complémentaire annuelle. Pour les personnes vivant à domicile qui ont droit à une allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents, le montant est augmenté à 90 000 francs en cas d'impotence grave et à 60 000 francs en cas d'impotence moyenne, dans la mesure où les frais de soins et d'assistance ne sont pas couverts par l'allocation pour impotent. Cette pratique se fonde sur l'ordonnance cantonale du 6 septembre 2010 relative au remboursement des frais de maladie et d'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPCE; RSF 841.3.21). A noter que des travaux sont actuellement en cours afin de préciser les éléments et services pouvant être pris en considération au titre de l'OMPCE, notamment pour la conciergerie sociale.

- > Concepts communaux: Les communes doivent élaborer, dans le cadre de la loi sur les Seniors (LSen), des concepts communaux en faveur des personnes âgées. Dans ce contexte, les communes sont appelées à définir des mesures, en complément de la politique cantonale,

<sup>1</sup> Cela concerne notamment les frais de dentiste (présentation d'un devis au préalable), les frais payés au titre de la participation aux coûts dans le cadre de l'assurance-maladie (quote-part et franchise) jusqu'à concurrence de 1 000 francs par année, les frais de moyens auxiliaires (location de lits électriques, par exemple), les frais de transport vers le centre de soins le plus proche, les frais supplémentaires liés à un régime alimentaire nécessaire à la survie ou encore les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance à domicile ou dans des structures ambulatoires ainsi que les frais de séjour de convalescence et frais de séjour dans une station thermale prescrits par le médecin, moyennant déduction d'un montant approprié pour l'entretien.

notamment la mise en place d'une offre de logements adaptés aux besoins de la population âgée locale et dont les loyers correspondent aux normes des prestations complémentaires. Il est également de la compétence des communes d'accompagner les senior-e-s dans l'aménagement de leur habitat et de les informer sur l'offre de logements adaptés existante. Le Service de la prévoyance sociale et le Service du logement collaborent pour conseiller les communes dans leurs projets de logements pour personnes âgées. A ce jour, environ un tiers des communes ont finalisé leurs concepts communaux. Les travaux sont en cours pour les autres et les derniers concepts devraient être terminés en 2023.

Le plan de mesure Senior+ prévoit également l'organisation de visites d'habitations témoins. Cette mesure devrait être mise en œuvre courant 2022, avec d'un côté la visite d'un appartement à Rossens, et de l'autre une saisie virtuelle de ce logement, qui sera mise en ligne et permettra des visites virtuelles.

Enfin, il y a lieu de préciser qu'avec l'entrée en vigueur de la réforme des PC au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les montants maximaux pris en compte au titre du loyer ont été relevés. En outre, il est désormais tenu compte des différences de charge locative entre les grands centres urbains (région 1), les villes (région 2) et la campagne (région 3) ainsi que du besoin d'espace supplémentaire des familles. Les communes du canton de Fribourg se situent entre la région 2 et 3.

Montants maximaux mensuels, selon la taille du ménage et la région (en francs).

Taille du ménage	Région 1	Région 2	Région 3	Avant réforme PC
1 personne	1 370.–	1 325.–	1 210.–	1 100.–
2 personnes	1 620.–	1 575.–	1 460.–	1 250.–
3 personnes	1 800.–	1 725.–	1 610.–	1 250.–
4 personnes et plus	1 960.–	1 875.–	1 740.–	1 250.–

Le supplément maximal pour la location d'un appartement permettant la circulation d'une chaise roulante est, lui aussi, revu à la hausse, passant de 3600 à 6000 francs par an.

Bien qu'il ne soit pas encore possible de déterminer l'impact du relèvement des loyers pris en compte par les PC, notamment car la période transitoire n'est pas encore terminée, cette augmentation pourrait avoir un effet positif sur les bénéficiaires dont la solvabilité est considérée comme insuffisante par les régions.

### 3. Autres mesures proposées dans le postulat

En ce qui concerne l'introduction de déductions fiscales, la base d'imposition, déterminée en additionnant les revenus et en défalquant les déductions, tombe sous l'harmonisation fiscale prévue à l'article 129 de la Constitution fédérale. Dès lors, le catalogue des déductions – à l'exclusion des déductions sociales – est régi par ce mandat d'harmonisation fiscale.

En matière de frais d'immeubles, le cadre harmonisé est réglé à l'art. 9 al. 3 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes. Selon cette disposition, seuls peuvent être déduits les frais nécessaires à l'entretien, les frais de remise en état, les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement ainsi que les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques. La déduction d'investissements visant à rendre les immeubles compatibles aux senior-e-s n'est pas prévue dans cette disposition. De ce fait le canton de Fribourg ne peut pas introduire de telles déductions sans violer le droit fédéral.

Le canton est toutefois compétent pour mettre en place des déductions sociales. Ces déductions sociales prennent en compte dans tous les cantons notamment les enfants, les personnes en situation de précarité et les personnes en apprentissage. Le canton de Fribourg a également introduit une déduction sociale spécifique pour les proches aidant-e-s. Une déduction dans le cadre du réaménagement d'un logement selon les besoins d'une personne âgée serait sur le principe compatible avec le droit fédéral. Toutefois, une telle déduction poserait un problème de désharmonisation fiscale et de complexification du système. Le Conseil d'Etat ne promeut donc pas cette option et plaide plutôt pour un projet au niveau fédéral.

Au vu des diverses mesures allant dans le sens des préoccupations des députées, le Conseil d'Etat souhaite pouvoir tirer un bilan du plan de mesure Senior+ avant de réfléchir à de nouvelles mesures telles qu'une aide financière directe à l'adaptation du logement.

### 4. Prochain plan de mesures

Les travaux de rédaction du plan de mesures Senior+ 2024–2028 débiteront cette année. Le domaine des infrastructures, de l'habitat et des services restera l'un des domaines d'intervention de l'Etat. Dans ce cadre, les mesures actuelles de sensibilisation, d'information, les visites virtuelles d'appartements adaptés ainsi que le service Qualidomum seront consolidés et développés conformément au résultat de leur évaluation. Sous réserve des disponibilités budgétaires, le développement des conciergeries sociales est également envisagé.

D'autres mesures permettant l'adaptation des logements existants ou visant à promouvoir le maintien à domicile seront étudiées en partenariat avec les acteurs et actrices concernés. Sera notamment évoquée l'intégration de données permettant l'évaluation des besoins de la population âgée dans le domaine des logements adaptés dans les analyses de l'Observatoire fribourgeois du logement.

## 5. Conclusion

De nombreuses mesures demandées ou non dans le postulat sont donc déjà mises en œuvre, notamment pour ce qui a trait à l'information des personnes âgées et des différents partenaires. Il s'agit en particulier de la reprise du projet Qualidomum par les réseaux de santé dans deux districts en vue de l'élargir à l'ensemble du canton, de la publication de la brochure *«Un logement pour des besoins qui évoluent. Comment adapter ou choisir un logement conforme à mes besoins»* et de la sensibilisation des acteurs et actrices de l'immobilier (propriétaires, régies, communes) dans le cadre de présentations au Forum du logement, notamment par la présentation d'appartements témoins.

En lien avec la préparation du prochain plan de mesures Senior+ (2024–2028), le domaine de l'habitat restera un élément central. Dans ce cadre, et en fonction du bilan qui sera tiré des mesures actuelles, le Conseil d'Etat est disposé à étudier d'autres pistes d'action.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.

---



## Bericht 2022-DSAS-41

3. Mai 2022

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2021-GC-56 Chantal Pythoud-Gaillard/Erika Schnyder – Massnahmen zur Verbesserung der Wohnraumanpassung für Seniorinnen und Senioren

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat 2021-GC-56 Chantal Pythoud-Gaillard und Erika Schnyder, das am 10. April 2021 an den Staatsrat überwiesen wurde und sich auf die zu entwickelnden Massnahmen zur Verbesserung der Wohnraumanpassung für Seniorinnen und Senioren bezieht.

#### 1. Einführung

In einem am 10. April 2021 eingereichten und begründeten Postulat sprechen Chantal Pythoud-Gaillard und Erika Schnyder die Problematik der Anpassung der Wohnungen von älteren Menschen im Kanton Freiburg an. Sie fordern den Staatsrat auf, alle möglichen Massnahmen zu prüfen, um die Anpassung der Wohnungen von Seniorinnen und Senioren zu verbessern, zu fördern und deren Erschwinglichkeit zu unterstützen, sowie einen chronologischen Umsetzungsplan festzulegen.

Die Grossrätinnen weisen zunächst darauf hin, dass die Wohnungen älterer Menschen bauliche Barrieren enthalten, die ihre Sicherheit und Autonomie gefährden. Sie betonen, dass ein um ein Jahr verfrühter Eintritt in ein Pflegeheim die öffentliche Hand rund 100 000 Franken kosten würde. Sie sind der Ansicht, dass angesichts der demografischen Entwicklung der Verbleib zu Hause von zentraler Bedeutung ist und dass angemessene Vorkehrungen die Verschlechterung des Gesundheitszustands und den Grad der Abhängigkeit älterer Menschen deutlich verzögern würden.

Die Grossrätinnen betonen, dass der Kanton mangels Nachfrage die Subventionierung des Projekts Qualidomum von Pro Senectute eingestellt habe, das zum Ziel hatte, durch eine Ergotherapeutin abzuklären, welche Anpassungen vorgenommen werden müssen, um die Wohnung an die Bedürfnisse der Person anzupassen.

Sie fordern zum einen, dass ältere Menschen für die Risiken, denen sie in ihrer Wohnung ausgesetzt sind, sensibilisiert und über die Möglichkeiten zur Anpassung der Wohnung informiert werden, und zum anderen, dass die notwendigen Anpassungen finanziell unterstützt werden.

Die Verfasserinnen des Postulats fordern zudem, dass Eigentümer und Eigentümerinnen, sowie Hausverwaltungen

dafür sensibilisiert werden, wie wichtig es ist, Wohnungen seniorengerecht umzugestalten.

Die Grossrätinnen sind zudem der Ansicht, dass für die Anpassung von Wohnungen Steuerabzüge in der gleichen Grössenordnung wie für Wartungskosten oder Energiesparmassnahmen angeboten werden sollten und dass der Kanton eine direkte finanzielle Unterstützung für die Renovierung von Wohnungen leisten könnte.

Schliesslich schlagen sie vor, dass Lösungen wie Vereinbarungen oder auszuhandelnde Garantien umgesetzt werden sollten, wenn älteren Mietern und Mieterinnen von der Hausverwaltung aufgrund einer als unzureichend eingeschätzten Zahlungsfähigkeit der Zugang zu einer geeigneten Wohnung verweigert wird.

#### 2. Umgesetzte Massnahmen

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die Mehrheit der Wohnungen von Personen über 65 Jahren nicht an den natürlichen Alterungsprozess angepasst sind. Aus diesem Grund hat die kantonale Alterspolitik Senior+ in ihrem Massnahmenplan 2016–2020, der bis 2023 verlängert wurde, Massnahmen im Bereich des Wohnens im Alter priorisiert.

Mehrere Massnahmen wurden bereits umgesetzt:

- > Qualidomum: Die Qualidomum-Dienstleistung wird von Ergotherapeutinnen und Ergotherapeuten angeboten, die speziell für die architektonischen Aspekte des Wohnens ausgebildet sind. Ziel ist es, älteren Menschen eine kostenlose Beratung zur Anpassung ihrer Wohnung zu ermöglichen, um sie sicherer und praktischer zu gestalten. Qualidomum bietet auch individuelle Wohnungsanalysen für interessierte Personen an. Es ist zwar richtig, dass Pro Senectute der Leistungsauftrag für Qualidomum entzogen wurde, doch diese Entscheidung beruhte nicht auf der Feststellung eines mangelnden Interesses von Seiten der Seniorinnen und Senioren in unserem Kanton, sondern auf anderen Faktoren. Die Subventionierung des Projekts wird fortgesetzt, und Qualidomum wird derzeit in einer anderen Form zunächst im Sense- und Greyerzbezirk angeboten. Die Fachpersonen von Qualidomum arbeiten mit den sozialmedizinischen Netzwerken zusammen und

sind einen halben Tag pro Monat in deren Räumlichkeiten anwesend, um eine kostenlose Beratung anzubieten. Diese Dienstleistung wird nach und nach auf die anderen Bezirke ausgeweitet, die dies wünschen.

- > Broschüre Senior+ Wohnen: Im Rahmen des Ratgebers Senior+ wurde eine Broschüre veröffentlicht, mit dem Titel «Eine Wohnung für sich ändernde Bedürfnisse. Wie kann ich meinen Wohnraum anpassen oder eine Wohnung auswählen, die meinen Bedürfnissen entspricht? Sie wurde der Öffentlichkeit vorgestellt und war am 7. Juli 2021 Gegenstand einer Pressekonferenz, die auf ein sehr positives Echo stiess und Interesse weckte. Die Broschüre soll ältere Menschen und ihre Angehörigen, aber auch Bauträger und Bauträgerinnen und andere Akteure und Akteurinnen im Immobilienbereich für die Notwendigkeit der Anpassung und Sicherung von Wohnraum sensibilisieren. Die Broschüre gibt praktische und konkrete Ratschläge zum Vorgehen und thematisiert auch das Wohnangebot für ältere Menschen im Kanton Freiburg. Sie wird insbesondere älteren Menschen sowie Gemeinden, staatlichen Stellen und Organisationen, die im Altersbereich tätig sind, zur Verfügung gestellt, damit sie diesbezügliche Fragen direkt beantworten können. Sie kann von einer speziell eingerichteten Informations-Webseite für Seniorinnen und Senioren heruntergeladen werden: [www.fr.ch/info-seniors](http://www.fr.ch/info-seniors). Sie wurde auch anlässlich des Wohnforums am 1. Oktober 2021 den Vertreterinnen und Vertretern der Immobilienbranche vorgestellt und an sie verteilt. Zudem wird in Absprache mit der Union suisse des professionnels de l'immobilier, Sektion Freiburg (USPI) im ersten Halbjahr 2022 aktiv Werbung für die Broschüre betrieben, um die Immobilienverwaltungen für die Thematik und die Besonderheiten des Wohnens im Alter zu sensibilisieren.
- > Wohnforum: Im Rahmen des Wohnforums, das von drei kantonalen Direktionen (Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion, Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft und Direktion für Gesundheit und Soziales) gemeinsam organisiert wird und auch die Hochschulen, namentlich die Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR), einbezieht, werden die Hausverwaltungen, die Immobilienbranche und die Gemeinden für die Notwendigkeit sensibilisiert, ein den Bedürfnissen der älteren Bevölkerung entsprechendes Wohnungsangebot zu schaffen. Das vierte Wohnforum, das am 1<sup>er</sup> Oktober 2021 unter dem Titel «Das Wohnen und sein Wandel im Laufe der Zeit: Soll man umziehen oder seinen Wohnraum verändern?» stattfand, befasste sich mit dem Thema Wohnen im Alter, mit der sozialen Rolle des Wohnens für ältere Menschen, dem Aspekt des Wohnens für alle, der Entwicklung des Wohnraums für sich ändernde Bedürfnisse, aber auch mit dem Aspekt der

Wohnzyklen sowie der sich verändernden Quartiere und Wohnungen.

- > Wohnungen mit Dienstleistungen und gemeinnütziger Hauswartdienst: Um in der gewohnten Umgebung zu bleiben, sind oftmals Anpassungen der Wohnung erforderlich. Wenn die Selbstständigkeit älterer Menschen abnimmt, müssen aber auch andere Unterstützungsmöglichkeiten angeboten werden. Dies kann in Wohnungen mit Dienstleistungen oder durch einen gemeinnützigen Hauswartdienst der Fall sein. Gemeinnützige Hauswarte erfüllen die klassischen Aufgaben der Hauswartung wie die allgemeine Instandhaltung der Gebäude, doch es kommt ihnen zusätzlich eine soziale Rolle zu, z. B. durch regelmässige Besuche, die Erledigung verschiedener Dienstleistungen und/oder Unterstützung im täglichen Leben. Was die Finanzierung betrifft und wie vom Staatsrat in seinem Bericht 2013-DSAS-35 zum Postulat 2092.11 René Thomet/Ursula Krattinger-Jutzet, Betreutes Wohnen für Betagte, erwähnt: «Personen, die in einer gewöhnlichen oder in einer hindernisfreien Wohnung leben, bzw. eine bestimmte Form des Wohnens mit Dienstleistungen in Anspruch nehmen, können [...] Ergänzungsleistungen zur Alters- und Invalidenversicherung (EL AHV/IV) beantragen, wenn sie nicht über die finanziellen Ressourcen für die Deckung ihres allgemeinen Lebensbedarfs verfügen».

Zusätzlich zur jährlichen Ergänzungsleistung können sich Personen, die Ergänzungsleistungen beziehen, bestimmte anerkannte Krankheits- und Behinderungskosten vergüten lassen<sup>1</sup>. Bestimmte Leistungen, die in diesem Rahmen vergütet werden, können dazu beitragen, den Verbleib zu Hause zu fördern oder zu erleichtern. Die jährliche Gesamtvergütung dieser Kosten ist auf maximal 25 000 Franken für eine Einzelperson und 50 000 Franken für ein Ehepaar festgelegt und dies zusätzlich zur jährlichen Ergänzungsleistung. Für zu Hause lebende Personen, die Anspruch auf eine Hilflosenentschädigung der IV oder der Unfallversicherung haben, wird der Betrag auf 90 000 Franken bei schwerer und auf 60 000 Franken bei mittelschwerer Hilflosigkeit erhöht, sofern die Kosten für Pflege und Betreuung nicht durch die Hilflosenentschädigung gedeckt werden.

Diese Praxis stützt sich auf die kantonale Verordnung vom 6. September 2010 über die Vergütung von Krankheits- und Behinderungskosten bei den Ergänzungsleistungen.

<sup>1</sup> Dies gilt insbesondere für Zahnarztkosten (auf Vorweisen eines Kostenvorschlags), Kosten, die im Rahmen der Kostenbeteiligung in der Krankenversicherung (Selbstbehalt und Franchise) bis zu einem Höchstbetrag von 1.000 Franken pro Jahr bezahlt werden, Kosten für Hilfsmittel (z. B. Miete von elektrischen Betten), Kosten für den Transport zum nächstgelegenen Pflegezentrum, die zusätzlichen Kosten für eine überlebensnotwendige Diät oder die Kosten für Hilfe, Pflege und Betreuungsaufgaben zu Hause oder in ambulanten Einrichtungen sowie die Kosten für ärztlich verordnete Erholungsaufenthalte und die Kosten für einen Aufenthalt in einem Kurort, wobei ein angemessener Betrag für den Unterhalt abgezogen wird.

tungen (ELKV; SGF 841.3.21). Es ist anzumerken, dass derzeit Arbeiten im Gange sind, um die Elemente und Dienstleistungen zu präzisieren, die im Rahmen der ELKV berücksichtigt werden können, insbesondere für den gemeinnützigen Hauswartdienst.

- > **Gemeindekonzepte:** Die Gemeinden müssen im Rahmen des Gesetzes über die Seniorinnen und Senioren (LSen) Gemeindekonzepte für ältere Menschen ausarbeiten. In diesem Zusammenhang sind die Gemeinden aufgerufen, in Ergänzung zur kantonalen Politik eigene Massnahmen festzulegen, insbesondere die Schaffung eines Wohnungsangebots, das den Bedürfnissen der lokalen älteren Bevölkerung entspricht und dessen Mieten den Normen für Ergänzungsleistungen entsprechen. Es liegt auch in der Kompetenz der Gemeinden, die Seniorinnen und Senioren bei der Gestaltung ihres Wohnraums zu begleiten und sie über das bestehende Angebot an angepassten Wohnungen zu informieren. Das Sozialvorsorgeamt und das Wohnungsamt arbeiten zusammen, um die Gemeinden bei ihren Projekten für Seniorenwohnungen zu beraten. Bisher hat etwa ein Drittel der Gemeinden ihre Alterskonzepte erarbeitet. Bei den anderen sind die Arbeiten noch im Gange und die letzten Konzepte sollen 2023 fertiggestellt sein.

Der Massnahmenplan Senior+ sieht auch die Organisation von Besuchen in Musterwohnungen vor. Diese Massnahme soll im Laufe des Jahres 2022 umgesetzt werden. Einerseits soll eine Wohnung in Rossens besichtigt werden, andererseits soll eine virtuelle Erfassung dieser Wohnung online gestellt werden und virtuelle Besuche ermöglichen.

Schliesslich ist zu erwähnen, dass mit dem Inkrafttreten der EL-Reform per 1<sup>er</sup> Januar 2021 die anrechenbaren Höchstbeträge für die Miete erhöht wurden. Zudem wird neu den unterschiedlichen Mietbelastungen in den Grosszentren (Region 1), den Städten (Region 2) und auf dem Land (Region 3) sowie dem zusätzlichen Raumbedarf von Familien Rechnung getragen. Die Gemeinden des Kantons Freiburg liegen zwischen Region 2 und 3.

Monatliche Höchstbeträge, nach Haushaltsgrösse und Region (in Franken).

Haushaltsgrösse	Region 1	Region 2	Region 3	Vor PC-Reform
1 Person	1 370.–	1 325.–	1 210.–	1 100.–
2 Personen	1 620.–	1 575.–	1 460.–	1 250.–
3 Personen	1 800.–	1 725.–	1 610.–	1 250.–
4 Personen und mehr	1 960.–	1 875.–	1 740.–	1 250.–

Auch der maximale Zuschlag für die Miete einer rollstuhlgerechten Wohnung wird von 3600 auf 6000 Franken pro Jahr angehoben.

Obwohl es noch nicht möglich ist, die Auswirkungen der Erhöhung der von den EL berücksichtigten Mieten zu bestimmen, insbesondere weil die Übergangszeit noch nicht abgeschlossen ist, könnte sich diese Erhöhung positiv auf die Leistungsempfänger auswirken, deren Solvenz von den Liegenschaftsverwaltungen als unzureichend eingestuft wird.

### 3. Weitere im Postulat vorgeschlagene Massnahmen

Was die Einführung von Steuerabzügen betrifft, so fällt die Steuerbemessungsgrundlage, die ermittelt wird, indem man die Einkommen zusammenzählt und Abzüge subtrahiert, unter die in Artikel 129 der Bundesverfassung vorgesehene Steuerharmonisierung. Daher fällt der Katalog der Abzüge – mit Ausnahme der Sozialabzüge – unter diesen Auftrag der Steuerharmonisierung.

Bei den Liegenschaftskosten ist der harmonisierte Rahmen in Art. 9 Abs. 3 des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden geregelt. Danach können nur notwendige Unterhaltskosten, Instandsetzungskosten, Investitionen zur Energieeinsparung und zur Schonung der Umwelt sowie Kosten, die durch Restaurierungsarbeiten an historischen Gebäuden entstehen, abgezogen werden. Der Abzug von Investitionen die darauf abzielen, Liegenschaften altersgerecht zu gestalten, ist in dieser Bestimmung nicht vorgesehen. Daher kann der Kanton Freiburg solche Abzüge nicht einführen, ohne gegen das Bundesrecht zu verstossen.

Der Kanton ist jedoch für die Einführung von Sozialabzügen zuständig. Diese Sozialabzüge berücksichtigen in allen Kantonen insbesondere Kinder, Personen in prekären Verhältnissen und Personen, die eine Ausbildung absolvieren. Der Kanton Freiburg hat zudem einen speziellen Sozialabzug für pflegende Angehörige eingeführt. Ein Abzug im Rahmen der Umgestaltung einer Wohnung gemäss den Bedürfnissen einer älteren Person wäre prinzipiell mit dem Bundesrecht vereinbar. Ein solcher Abzug würde jedoch ein Problem für die Steuerharmonisierung darstellen und eine grössere Komplexität des Systems mit sich bringen. Der Staatsrat fördert diese Option daher nicht und plädiert stattdessen für ein Projekt auf Bundesebene.

Angesichts der verschiedenen Massnahmen, die in die Richtung der Anliegen der Grossrätinnen gehen, möchte der Staatsrat eine Bilanz des Massnahmenplans Senior+ ziehen können, bevor er neue Massnahmen wie eine direkte finanzielle Unterstützung für die Wohnungsanpassung in Betracht zieht.

#### 4. Nächster Massnahmenplan

Die Arbeiten zur Erstellung des Massnahmenplans Senior+ 2024–2028 werden in diesem Jahr beginnen. Der Bereich Infrastrukturen, Wohnsituation und Dienstleistungen wird auch weiterhin zu den Interventionsbereichen des Staates gehören. In diesem Rahmen werden die bestehenden Sensibilisierungs- und Informationsmassnahmen, die virtuellen Besichtigungen von angepassten Wohnungen sowie die Qualidomum-Dienstleistung konsolidiert und gemäss den Ergebnissen ihrer Auswertung weiterentwickelt. Vorbehaltlich der Verfügbarkeit der notwendigen Ressourcen wird auch die Entwicklung von gemeinnützigen Hauswartdiensten in Betracht gezogen.

Weitere Massnahmen zur Anpassung bestehender Wohnungen oder zur Förderung des Verbleibs zu Hause werden in Partnerschaft mit den betroffenen Akteurinnen und Akteuren geprüft. Insbesondere wird der Einbezug von Daten, die eine Bewertung der Bedürfnisse der älteren Bevölkerung im Bereich der angepassten Wohnungen ermöglichen, in die Analysen des Freiburger Wohnungs- und Immobilienmonitors angesprochen werden.

#### 5. Schlussfolgerung

Viele der im Postulat geforderten oder nicht geforderten Massnahmen werden bereits umgesetzt, insbesondere was die Information der älteren Menschen und der verschiedenen Partner betrifft. Dazu gehören insbesondere die Übernahme des Projekts Qualidomum durch die Gesundheitsnetze in zwei Bezirken mit dem Ziel, es auf den gesamten Kanton auszuweiten, die Veröffentlichung der Broschüre *«Eine Wohnung für sich ändernde Bedürfnisse. Wie kann ich meinen Wohnraum anpassen oder eine Wohnung auswählen, die meinen Bedürfnissen entspricht?»* und die Sensibilisierung der Akteure und Akteurinnen im Immobilienbereich (Eigentümer, Liegenschaftsverwaltungen, Gemeinden) durch Präsentationen im Rahmen des Wohnforums, insbesondere durch die Vorstellung von Musterwohnungen.

Im Zusammenhang mit der Vorbereitung des nächsten Massnahmenplans Senior+ (2024–2028) wird der Bereich Wohnen weiterhin ein zentrales Element sein. In diesem Rahmen und abhängig von der Bilanz, die aus den aktuellen Massnahmen gezogen wird, ist der Staatsrat bereit, weitere Handlungsansätze zu prüfen.

Abschliessend bittet der Staatsrat den Grossen Rat, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

---